

REFUSONS LA DIVISION ! **Gagnons le retrait !**

Le Premier ministre a présenté sa réforme, sans surprise, elle contient les éléments exposés depuis des semaines. Il confirme la volonté de détruire le système actuel pour mettre en place une retraite par points dont une des conséquences sera l'ouverture de compléments individuels par des assurances privées. Face à la grève et aux manifestations qui s'étendent depuis le 5 décembre, il fait des concessions sur les classes d'âge, sur quelques catégories, etc. Son espoir est de nous diviser, mais ça ne marchera pas. Même les organisations syndicales qui voulaient soutenir son projet se retrouvent aujourd'hui à le critiquer. Il n'y a que les patrons qui sont contents de la prestation d'E. Philippe !

Il confirme et annonce un allongement de la durée du travail

Fin du système actuel et mise en place de la retraite par points. Voilà ce que nous a « annoncé » Edouard Philippe. C'est exactement ce que refusent des centaines de milliers de manifestantes et manifestants depuis le 5 décembre, ce contre quoi se battent les grévistes de la SNCF, de la RATP, de l'Education nationale, des raffineries, des transports urbains, de multiples entreprises privées où grèves et débrayages se succèdent. Mais il en rajoute en annonçant la mise en place d'un âge pivot à 64 ans qui serait également applicable aux cheminots (+ 2 ans).

Face à la division, notre force collective pèse

Les annonces faites quant à l'exonération de la contre-réforme pour une partie de la population ou encore les mesures spécifiques pour quelques catégories de salarié.es n'auraient pas eu lieu sans nos grèves et manifestations. C'est le rapport de forces que nous avons créé qui en est la source. Mais elles ne résolvent rien !

Nous ne voulons pas des aménagements d'un système injuste, rétrograde et fait pour le seul bénéfice des patrons et des assurances privées !

Nous voulons un système de retraite solidaire, géré uniquement par celles et ceux qui le financent c'est-à-dire les travailleurs et les travailleuses !

Un système inégalitaire !

Le gouvernement et le patronat ne cessent de vouloir en finir avec les régimes spéciaux, dont le nôtre, au nom d'un système présenté comme « universel » et plus juste. « C'est un très bon équilibre » : le président du MEDEF est content, voilà qui résume bien la situation ! Mais la retraite à points, c'est la création d'autant de régimes spéciaux qu'il y a d'individus, puisque tout sera individualisé, sans garantie collective. Et en tentant de mettre de son côté une partie de la population, le gouvernement en rajoute dans la multiplicité des situations : il y aura les « pas concerné.es », les « un peu concerné.es », les « beaucoup concerné.es », les « peut-être concerné.es mais on ne sait pas encore », les « pas concerné.es de suite mais après oui », etc. Dans un même service, dans un même métier, chacun sera différencié selon son âge, son ancienneté... On est loin de l'égalité ... c'est une preuve supplémentaire de la nocivité d'un système qui n'a été pensé que dans un cadre libéral et économique. D'autres solutions sont possibles !

Unité pour gagner !

Sur le plan interprofessionnel, l'unité **CGT/FO/FSU/SUD-Solidaires** demeure. Aujourd'hui, la CGC rejoint ce front unitaire. Et la CFDT considère que le gouvernement a franchi une « ligne rouge » !

Alors que le premier ministre a renvoyé l'application de la réforme à des discussions en entreprise, la fédération SUD-Rail a proposé à la CGT et à l'UNSA de décliner cette proposition. Ce n'est pas ce genre de discussions que réclament les grévistes et SUD-Rail rappelle son opposition à des négociations sectorielles, pour tous les salarié(e)s, ce n'est que le retrait !

Dans chaque site ferroviaire comme entre les fédérations syndicales, à la SNCF comme au niveau interprofessionnel : unité pour défendre les décisions prises par les grévistes en assemblées générales !